

La Syrie moderne : une naissance douloureuse

*La position géographique de la Syrie,
point de passage incontournable
de tant d'intérêts et d'influences,
en fait un territoire hautement convoité.*

Le conflit syrien, l'un des plus meurtriers du XXI^e siècle, joue un rôle non négligeable dans le cadre du rééquilibrage toujours en cours des rapports de force mondiaux et régionaux. Durant plusieurs années, le conflit syrien a concerné tellement de pays, à travers interventions ou instrumentalisation, islamismes ou migrations, que d'aucuns l'ont qualifié de « guerre mondiale ». L'évolution des événements révèle une relation très complexe avec l'Occident, des relents de discours nationalistes arabes où se mêlent idéologie et populisme, ainsi qu'une instabilité chronique camouflée pendant des décennies par un régime dur, volontiers impitoyable lorsqu'il l'estime nécessaire.

Cet article retrace l'épisode de la naissance de la Syrie moderne, histoire marquée dès sa genèse par des réalités qui, malgré leur forme extérieure toujours renouvelée et adaptée, paraissent être des constantes.

Un héritage historique conséquent

D'emblée, force est de rappeler que la situation géographique exceptionnelle de la Syrie en fait, depuis des millénaires, un carrefour entre plusieurs mondes et civilisations, de la Méditerranée ou l'Égypte à l'ouest, à la Mésopotamie, la Perse, l'Inde ou la route de la soie à l'est. Dût l'étendue actuelle de la Syrie être réduite, elle demeure un point de passage incontournable de tant d'intérêts

et d'influences, de projets politiques et d'entreprises économiques.

La vaste et riche région désignée comme Syrie sous l'Empire romain fut appelée, avec l'invasion arabo-musulmane *Bilad al-Cham* (« terre de la main gauche », situation géographique par rapport à La Mecque), du VII^e au XIX^e siècle.

Damas jouit d'un prestige particulier à l'aube de l'islam, puisqu'elle fut la capitale des Omeyyades (661-750). Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que les orientalistes exhumèrent l'ancienne appellation et la rendirent populaire. Lors de l'occupation de la Syrie, le fils du gouverneur d'Égypte Muhammad Ali créa une « province de Syrie », contribuant à rendre le mot usuel chez les Ottomans et les Occidentaux au XIX^e siècle.

La Syrie fit partie de l'Empire ottoman dès 1516 et sa division fluctua tout en couvrant une large superficie. Durant les dernières décennies du sultanat, elle comprenait plusieurs réalités administratives : les trois *vilayets* d'Alep, de Beyrouth

et de Syrie (Damas), ainsi que les deux *mutasarrifiyas* (sanjak) du Mont-Liban et de Jérusalem. Cela correspond actuellement au Liban, à la Syrie, à Israël/Palestine, à la Jordanie, à l'Alexandrette en Turquie et à une partie de l'Ouest de l'Irak.

Durant le XIX^e siècle, la Syrie fut au cœur

des convoitises des grandes puissances, dans le cadre de la « question d'Orient ». Cependant, même sur un plan régional, elle vécut un épisode déterminant d'influence égyptienne (1830-1860), de nationalisme arabe et de modernisation. L'un des faits les plus importants de cette

période, marquée par les réformes égyptiennes et ottomanes (*hatti-humayon*, 1856), fut l'établissement de la citoyenneté à l'européenne : tout le monde avait les mêmes droits, ce qui n'était pas sans provoquer un malaise au sein de la population musulmane, et la mise en avant de l'appartenance religieuse au sein de l'empire. Les droits octroyés aux non-musulmans, considérés comme signe de « civilisation », bouleversaient un ordre établi depuis des siècles, et se trouvaient décriés par des *oulémas* les considérant en contradiction avec la *Charia*.

Quant aux massacres de 1860 perpétrés contre les chrétiens, du Mont-Liban jusqu'à Damas, ils furent l'occasion d'une plus grande intrusion européenne au nom de la protection des

minorités. La France intervint pour mettre fin à l'hécatombe, et Napoléon III se posa en défenseur des chrétiens qui purent obtenir, au Mont-Liban, une autonomie, et ailleurs, une certaine protection. Les droits de la France au Levant furent par la suite confirmés au traité de Berlin (1878). Enfin, la *Nahda*

→ L'auteur



Antoine Fleyfel

Franco-libanais, docteur en philosophie et théologie, Antoine Fleyfel est professeur affilié à l'Université St-Joseph de Beyrouth et directeur de l'Institut chrétiens d'Orient

créé en juin 2020.

En 2011,

il a fondé la collection Pensée religieuse et philosophique arabe qu'il dirige à L'Harmattan.

culturelle joua un rôle important pour la redéfinition des identités, notamment à travers l'élément linguistique qui fut fédérateur de populations souhaitant s'affranchir du joug ottoman. Ce sont les prémisses du nationalisme arabe.

Le rêve arabe

Durant les dernières années de l'Empire ottoman, le nationalisme arabe était très répandu en Syrie. Le renouveau de la langue et de la culture arabes ainsi que l'éducation constituèrent des élites chrétiennes et musulmanes gagnées à la cause et voulant plus d'autonomie. À cette époque, beaucoup d'Arabes regardaient en direction des Balkans, et étaient encouragés par les peuples qui s'affranchissaient, au nom de leurs nationalismes, de l'Empire ottoman.

C'est en 1875 que débute une activité identifiable comme nationaliste arabe : cinq chrétiens de Beyrouth organisent une société secrète et y adjoignent par la suite des musulmans. Leurs objectifs : l'indépendance, la reconnaissance de la langue arabe et la liberté à travers l'affranchissement des mesures ottomanes vexatoires. Cela s'inscrivait dans le cadre conceptuel de la *Nahda* qui visait une citoyenneté à l'écart de tout sectarisme et archaïsme.

Au début du XX^e siècle, la France était en bons termes avec les différents courants du nationalisme arabe. Paris, destination privilégiée des étudiants arabes, était considérée comme leur capitale. C'est dans ce contexte que le maronite francophile Nagib Azoury, grand opposant aux Ottomans, édita en 1904 *Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*. Il y

prônait une prise de conscience nationaliste par les arabes dans le but de la création d'un État propre, libéré de l'Empire. Celui-là « s'étendra dans les limites de ses frontières naturelles, depuis la vallée du Tigre et de l'Euphrate jusqu'à l'isthme de Suez, et depuis la Méditerranée jusqu'à la mer d'Oman. Il sera gouverné par une monarchie constitutionnelle et libérale d'un sultan arabe ». Le fait d'éviter de mentionner le *Maghreb* lui valut le soutien de la France où les activités des nationalistes arabes se développèrent et étaient en liens directs avec la Syrie. Les nationalistes arabes s'organisaient en sociétés secrètes qui agissaient pour combattre les Ottomans. Certaines parmi elles furent fondées à Paris, comme *al-Fatat*, en 1911, avant de s'établir à Damas en 1914. Elle joua un rôle central pour la tenue du Congrès national arabe à Paris (financé par la République) en 1913 où il était plutôt question de décentralisation et d'autonomie que d'indépendance, dans le cadre de réformes radicales au sein de l'Empire ottoman. La réaction des Turcs se traduisit en Syrie par la persécution des nationalistes, poussant nombre de militants à prendre le chemin de l'exil vers l'Égypte.

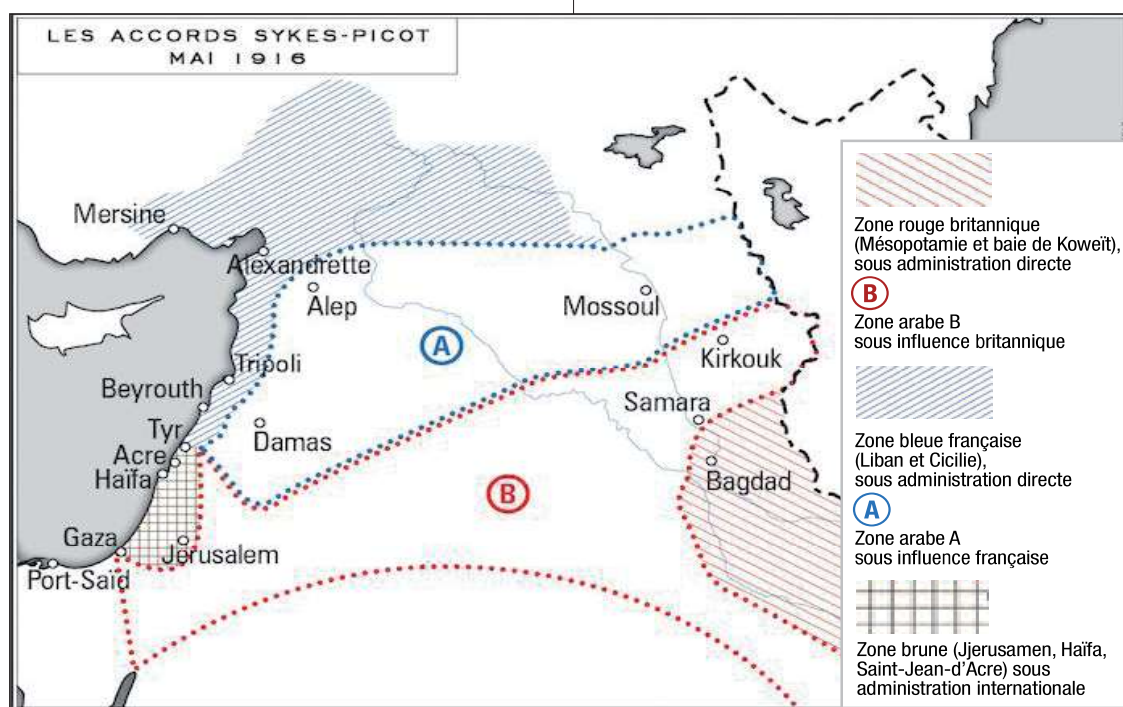
Avec la Première Guerre mondiale, la répression du gouvernement nationaliste Jeunes-Turcs battait son plein, et tout soutien à la cause arabe était considéré comme une trahison. La première victime en fut le prêtre maronite Joseph Hayek, pendu à Damas le 22 mars 1915. Nombre de nationalistes arabes, chrétiens et musulmans, connurent le même sort. Les Turcs et les Arabes se constituaient

désormais en groupes nationaux antagonistes : plus ils s'éloignaient, plus les nationalistes arabes se rapprochaient de la France.

Révolte arabe et déception

Les nationalistes arabes prirent en 1915 contact avec le chérif Hussein, et lui envoyèrent un émissaire d'*al-Fatat* qui se

chérifien d'une révolte et d'un royaume arabe. Hussein avait effectivement reçu le 24 octobre 1915 une promesse anglaise d'indépendance, en échange de son soutien contre le sultanat. La réaction de Djemal Pacha fut violente : des arrestations de nationalistes arabes s'ensuivirent, et 17 musulmans et 4 chrétiens furent exécutés, dont trois députés ainsi que



rendit secrètement à La Mecque pour le rencontrer. Il lui fut signifié que les chefs nationalistes ainsi que la majorité des officiers ottomans arabes étaient prêts à agir dès qu'il leur en donnerait l'ordre. Le gouverneur hachémite envoya son fils Fayçal à Damas en mars 1916 dans l'objectif d'évaluer les conditions d'un soulèvement. Le prince s'entretint avec des locaux, dont des militants de sociétés secrètes arabes, favorables au projet

Abdel Hamid al-Zahrawi, président du Congrès de 1913. C'était la goutte qui fit déborder le vase. La grande révolte arabe fut déclenchée le 5 juin 1916 par le chérif Hussein, provoquant la rupture entre les deux nations arabe et turque et leur collision.

Les forces arabes participèrent à la guerre, prirent Aqaba en juillet 1917 et se saisirent de Damas le 30 septembre 1918, où le drapeau de la révolte arabe fut levé.

Le prince Fayçal fit sa rentrée triomphale le 3 octobre à l'hôtel de ville et eut un accueil enthousiaste de la part d'une population qui connut l'occupation ottomane durant 4 siècles. Le rêve de la création d'un royaume arabe à partir des provinces arabes du sultanat était-il en train de se réaliser ? Que nenni ! Malgré les promesses faites, les projets des Anglais et des Français étaient différents : ils visaient la création de gouvernements nationaux. Mais en attendant, Fayçal avait installé un gouvernement arabe avec l'aval de Londres

Dans le même temps, la France commençait à s'implanter. Ses soldats débarquèrent à Beyrouth le 7 octobre, accueillis par une population en liesse, et s'établirent ensuite à Lattaquieh. Rien de tel en Syrie où la France était perçue comme une force occupante, ennemie des Arabes. Pour cause, son opposition à la création d'un royaume arabe uni et sa logique de minorité concrétisée par le projet de la création du Grand Liban.

En 1919, dans le contexte de la Conférence de la paix de Paris, l'idée des mandats sur les anciennes provinces ottomanes faisait son chemin, honorant les accords Sykes-Picot, secrètement signés le 16 mai 1916 entre la France et la Grande-Bretagne, et prévoyant le découpage du Proche-Orient en zones d'influences après la fin de la guerre. Le projet d'un royaume arabe uni tombait à l'eau, ce qui provoquait une agitation nationaliste à Damas.

Le 8 mars 1920, le Congrès syrien, composé d'officiers de l'armée hachémite et des partisans de Fayçal le proclama souverain du Royaume arabe de Syrie, selon ses frontières naturelles, incluant

la Palestine, la Mésopotamie et le Liban. La création du Liban et le projet d'un foyer national juif étaient rejetés. Paris en fut irrité et les Alliés l'ignorèrent, entérinant à la Conférence de San Remo, le 25 avril 1920, la logique mandataire et Sykes-Picot. La France recevait officiellement son mandat sur le Liban et la Syrie de la part de la Société des Nations, et exigea, au mois de juillet, que Fayçal le respectât. Cela déboucha sur des affrontements, dont la célèbre bataille de Maysalloun (24 juillet) qui opposa les forces arabes aux forces françaises qui en sortirent largement victorieuses. Vaincu, Fayçal quitta Damas le 1^{er} août et reçut, quelques mois plus tard, le trône de Bagdad par les Anglais. Le royaume arabe espéré et promis ne pouvait plus aboutir.

Un enfantement tortueux

Ainsi, la Syrie faisait partie de l'empire français qui effectua un découpage selon une logique de la défense des minorités (contraire aux aspirations nationales arabes). 4 entités politiques furent créées : deux territoires autonomes, alaouite et druze, et deux États, Damas et Alep. Damas fut amputé de la Bekaa, de Tyr, Saïda et Tripoli pour la création du Liban, et d'une partie du sud désormais en Transjordanie, et Alep perdit la Cilicie. Le mandat français débuta officiellement en septembre 1923. Il avait comme objectif de doter le pays d'une Constitution et de le mener vers son indépendance. À ce stade, aucune date n'était fixée. En raison des difficultés d'administration et du mécontentement de la population, la France créa une fédération comprenant

trois entités, à l'exclusion de la druze, mais en 1924, les alaouites s'en retirèrent, ce qui déboucha sur la création d'un État unitaire composé de Damas et d'Alep. Cette situation, qui dura jusqu'en 1936, fut traversée par une révolte générale au parfum nationaliste arabe en 1925-1926 (conséquence de la politique du haut-commissaire Sarrail), où les druzes jouèrent un rôle important. Cette révolte fut entièrement écrasée début 1927 et révéla la faiblesse de la France qui n'avait toujours pas rempli sa mission de

En 1928, la France organisa des élections pour fonder une Assemblée constituante. Les députés modérés, nationalistes mais favorables à la France, y furent majoritaires mais sans cohésion politique ou programme précis, alors que les nationalistes, contestataires du démembrement de la Syrie ottomane, même minoritaires détenaient les rênes de l'Assemblée et étaient organisés en Bloc national. Le chrétien Farès el-Khoury, ancien ministre de Fayçal et futur premier ministre et chef de parlement, en

EN CHIFFRE

Les étapes de la création de la Syrie moderne

- **VII^e – VIII^e siècle** : Damas capitale des Omeyyades
- **1516** : La Syrie fait partie de l'Empire ottoman
- **1875** : débuts du nationalisme arabe en Syrie
- **1920** : Début du mandat français
- **1936** : Traité franco-syrien pour l'indépendance
- **1945** : Membre fondateur de la Ligue des pays arabes
- **1946** : Retrait de la France, indépendance de la Syrie

rédiger une Constitution et de préparer l'indépendance. Notons que le mandat recevait l'approbation de la majorité des Français, par sentiment anti-anglais, mais aussi par passion pour la Syrie et par motivation économique. Cela s'accompagna de discours exaltés, nourris de beaucoup d'imaginaire, mettant en exergue l'action « civilisatrice » de la France, ainsi que l'activité des écoles pour la promotion de la francophonie et de la convivialité.

faisait partie. Face à plusieurs impasses politiques, l'Assemblée fut dissoute en 1930 et la France organisa de nouvelles élections en 1931-1932. Celles-ci débouchèrent sur la même configuration et la situation s'aggrava, menant à des manifestations et des grèves, fin 1935 et début 1936.

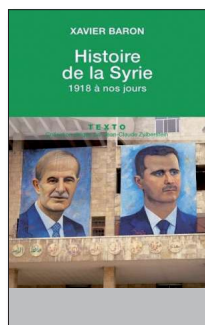
Le chemin compliqué vers l'indépendance

En septembre 1936, un traité franco-

syrien vit le jour. Il intégra les entités alaouite et druze à l'État de Syrie, et les élections de novembre 1936 furent une victoire écrasante pour le Bloc national. Le traité qui promettait l'indépendance à la Syrie et son admission à la SDN fut ratifié à l'unanimité par l'Assemblée, mais pas par la France qui devait tenir compte de plusieurs réalités complexes, dont le problème de l'Alexandrette, revendiquée par la Turquie, et sous régime spécial depuis l'accord Franklin-Bouillon (1921). En 1937, la SDN lui accorda une autonomie rejetée par l'Assemblée. En juillet 1938, la France et la Turquie signèrent un traité de coopération dont la pénétration des troupes turques à l'Alexandrette fut l'une des conséquences. Et, en 1939, celle qui s'appelait désormais Hatay, devint un *vilayet* turc, au grand dam des Syriens qui n'ont jamais admis cette perte. L'Assemblée et le gouvernement n'eurent de cesse d'exiger l'application du traité

de 1936, mais la discorde était forte avec les Français qui revinrent, en 1939, sur la situation précédant 1936, accordant derechef une certaine autonomie aux druzes, aux alaouites et à la province orientale de Djézireh qui s'était révoltée. En juillet 1939, la chambre est dissoute, et avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, la France mobilisa ses troupes. Les efforts des Syriens et leurs aspirations tombaient à l'eau.

La signature de l'armistice de juin 1940 entre le Troisième Reich et la Troisième République eut des conséquences sur la Syrie, d'autant plus que le Général de Gaulle comptait bien récupérer les mandats français au Levant, désormais dans le camp des Allemands. La campagne anglo-française fut lancée le 8 juin 1941, et la France libre qui récupéra le mandat au Levant était en quête de stabilité interne. Voulant s'imposer face aux Anglais et rompre avec la politique de ses prédécesseurs, le général Catroux,



Histoire de la Syrie : de 1918 à nos jours

Xavier Baron

Tallandier, coll. Texto, octobre 2014

Poche, 416 pages, 10 €

Bachar al-Assad est sans aucun doute le premier responsable du drame actuel vécu par le peuple syrien. Mais cette évidence n'explique pas tout. Avant le fils, il y a eu le père. Avant le père, il n'y a jamais eu de régime démocratique.

Du partage arbitraire des provinces arabes de l'Empire ottoman par les Européens à l'occupation française entre les deux guerres, la

Syrie a sans cesse été au cœur de conflits violents.

Abritant un ensemble de religions qui cohabitent mal, elle est aujourd'hui en proie à un impitoyable jeu international entre les grandes puissances mondiales

*Journaliste ayant vécu de nombreuses années dans la région,
Xavier Baron nous plonge dans un siècle d'épreuves et de tragédies.*

haut-commissaire, considéra le traité de 1936 comme un point de départ. C'est dans ce sillage que des élections furent organisées en 1943, marquées encore une fois par la victoire du Bloc national. Cependant, la situation demeura tendue entre les nationalistes et les Français qui ne purent plus, après la libération de la France, justifier du maintien de leurs forces au Levant. De plus, la Syrie devint le 22 mars 1945

l'un des 6 membres fondateurs de la Ligue des pays arabes, dont l'objectif principal était d'imposer la voix des pays arabes indépendants ou en passe de l'être, dans le concert des nations.

Un accord franco-britannique de décembre 1945 prévoyait la fin des mandats. La France se retira de la Syrie, désormais indépendante, en avril 1946, sur un

constat d'échec. Il est certain qu'elle apporta beaucoup à la Syrie, élevée de statut de province ottomane à celui d'État. Néanmoins, elle ne put y installer son influence, et livra aux Syriens un pays qui fonctionnait à l'instar des institutions européennes, mais dans un contexte inadapté.

Un pays fragmenté toujours à construire

La naissance de la Syrie moderne est en

large partie une histoire européenne, conséquence de plusieurs facteurs et conflits, dont la « question d'Orient » et la reconfiguration de la région et son partage par les Alliés. Cette histoire est aussi celle de l'aspiration d'un peuple à la liberté, dans le cadre d'un bouillonnement intellectuel et d'un engagement nationaliste.

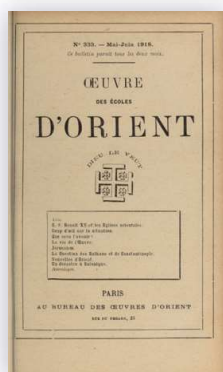
La genèse de la Syrie participe à une logique plus large de fragmentation qui toucha l'Empire ottoman et puis les nouvelles entités. On se retrouve aujourd'hui dans un cas de figure semblable : cette terre demeure un terrain de jeu des grandes puissances, et la fragmentation se poursuit dans le cadre d'une réalité perverse, n'offrant comme alternative au chaos que la gouvernance dure.

***« Les souffrances
interminables et
les échecs de la Syrie,
se transformeront-ils
un jour en ferment
pour la construction
d'un pays démocratique,
pluriel et citoyen
prôné depuis
un siècle et demi
par les enfants de la
Nahda ? »***

Les souffrances interminables et les échecs de la Syrie, se transformeraient-ils un jour en ferment pour la construction d'un pays démocratique, pluriel et citoyen prôné depuis un siècle et demi par les enfants de la *Nahda* ? L'actualité nous empêche peut-être de penser à cette question – l'urgence étant à la paix et à la stabilité –, mais le désir, les pensées ou les actions d'une multitude de Syriens vont certainement dans ce sens !

... JANVIER-FÉVRIER 1919

Chaque numéro, nous présentons un extrait des premiers bulletins de l'Œuvre d'Orient qui relate un moment de la vie des chrétiens d'Orient. À retrouver sur gallica.bnf.fr

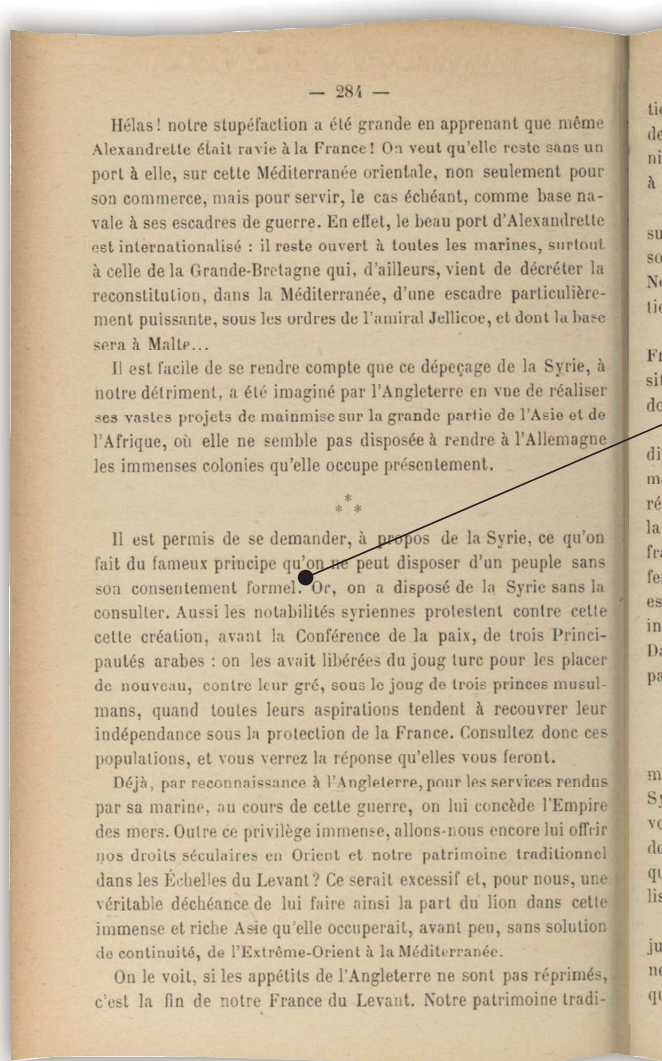


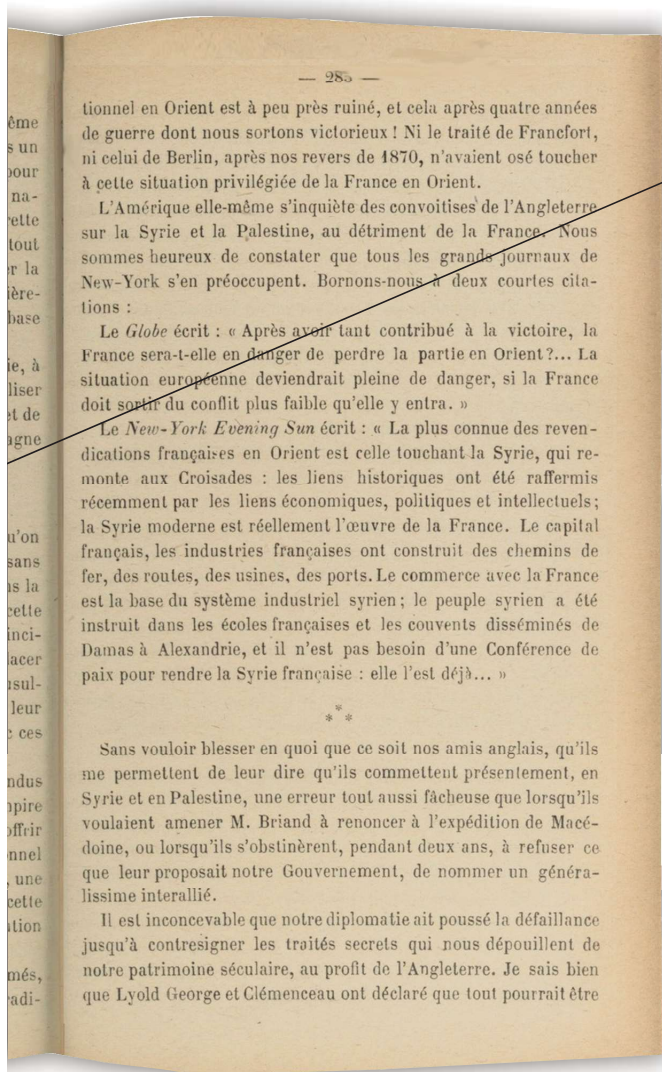
La Syrie, une passion française

Ce texte rédigé par le directeur de l'Œuvre des Écoles d'Orient, Monseigneur Charmetant, fut publié dans le Bulletin de janvier/février 1919. Il exprime bien le passage d'une époque à une autre.

Ces deux pages évoquent plusieurs faits marquants de la période séparant la fin de la Première Guerre mondiale, de la création d'un Proche-Orient post-ottoman. Le cadre général est celui de la Conférence de paix de Paris qui débuta le 18 janvier 1919 pour

s'achever en août de la même année. Celle-là déboucha sur la division de la région en mandats attribués par la Société des Nations à la France et à l'Empire Britannique. Lorsque Charmetant écrivait, cette issue n'était pas claire, et il dénonçait la politique





“
**Or, on a disposé de la
 Syrie sans la consulter.
 Aussi les notabilités
 syriennes protestent
 [...] on les avait
 libérées du joug turc
 pour les placer de
 nouveau, contre
 leur gré, sous le joug
 de trois princes
 musulmans, quand
 toutes leurs
 aspirations tendent
 à recouvrer
 leur indépendance
 sous la protection
 de la France. »**

*Mgr Félix Charmetant
 (1885-1921)*

et les agissements des Anglais au Proche-Orient, contraires aux intérêts de la France et inacceptables eu égard à sa contribution à la guerre.

Ce texte sous-entend les tensions de la France avec les nationalistes arabes dont elle avait encouragé et soutenu les actions contre les Ottomans. Ils adhéraient désormais au projet anglo-chérifien qui avait Lawrence d'Arabie comme architecte et qui ne fut jamais réalisé. Il consistait à partager le Proche-Orient en trois « principautés » gouvernées par trois fils du chérif Hussein : Fayçal, Abdallah et Zeid.

Pour le directeur de l'Œuvre, les droits de la France au Levant sont historiques et acquis, comme le rappellent les traités de Francfort (1871) et de Berlin (1878). Dans un style et une pensée propres à l'époque, il évoque l'attachement des populations locales à la France, et les liens économiques, missionnaires et éducatifs qui la lient à cette partie du monde, depuis des siècles. Ces mots révèlent la passion qui avait été développée pour la Syrie, et qui touchait, au-delà de la politique, à la culture, au commerce et à l'influence civilisationnelle.

Antoine Fleyfel